

<https://www.pressegauche.org/Negociation-du-secteur-public-Ce-sont-les-travailleuses-et-les-travailleurs-d>  
[es](#)



## Négociation du secteur public

- « Ce sont les travailleuses et les travailleurs des services publics qui nous sortiront de

la crise », le gouvernement doit

Date de mise en ligne : mardi 3 novembre 2020



ajouter », affirme le

président de la CSN

- Communiqués -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**MONTRÉAL, le 3 nov. 2020 - Après 40 séances de négociation à la table centrale ainsi qu'un nombre important de rencontres aux tables de négociation sectorielles et alors qu'une crise sans précédent affecte les services publics, la CSN dénonce l'immobilisme du Conseil du trésor et interpelle aujourd'hui le chef du gouvernement. « M. Legault, qu'attendez-vous pour aller écouter celles et ceux qui affrontent cette tempête ? Allons-y ensemble, dès maintenant. » C'est le message que lance ce matin Jacques Létourneau, président de la CSN, au premier ministre du Québec. Il ajoute que les travailleuses et les travailleurs des réseaux sont les mieux placés pour évaluer les changements nécessaires qui doivent être apportés pour améliorer les services à la population, puisqu'ils vivent les problèmes au quotidien dans leur travail, et ce, depuis bien avant la pandémie.**

M. Létourneau lance cet appel alors que, depuis plusieurs semaines, les personnels des établissements de santé et de services sociaux, des établissements scolaires, des collèges et des organismes gouvernementaux tentent de se faire entendre en multipliant les interventions publiques dans différentes régions du Québec. Ce matin, une action était d'ailleurs menée en plein coeur du centre-ville de Trois-Rivières. « Les travailleuses et les travailleurs ne veulent plus de ces pansements qui ne sont là que pour stopper l'hémorragie. Ils veulent des mesures durables qui permettent d'améliorer réellement leurs conditions de travail et, par conséquent, les services à la population. Pouvoir faire leur travail plus humainement, c'est ce qu'ils demandent. »

La CSN, qui revendique un réel coup de barre dans les services publics, tant sur le plan des conditions de travail et de pratique que sur celui du salaire, constate qu'à toutes les tables de négociation, c'est la même rengaine : les porte-parole du gouvernement n'ont pas de mandat, donc, aucune solution concrète n'est proposée pour régler les graves problèmes de pénurie de main-d'oeuvre qui sévissent actuellement dans l'ensemble des réseaux publics.

Malgré les rencontres du premier ministre avec les PDG des CISSS et des CIUSSS et les discussions entre la présidente du Conseil du trésor et les comités patronaux de négociation en éducation et en santé et services sociaux, la situation s'aggrave et les bris de services se multiplient. « Les gestionnaires parlent de réorganisations temporaires... Mais dans les faits, quand on est forcé de fermer l'urgence de Gatineau, quand on ferme un service d'obstétrique pendant 10 jours à Ville-Marie ou quand on entend parler d'une direction d'école qui aurait pris en charge un groupe dans un service de garde scolaire, il s'agit de ruptures de services. Et il y en avait déjà avant l'arrivée de la COVID-19 », ajoute M. Létourneau.

Pour la CSN, il est impératif que le gouvernement donne des mandats aux personnes qui le représentent pour que la négociation progresse et que de vraies solutions puissent être mises en place dès maintenant. « Est-ce que M. Legault comprend vraiment ce qui se passe sur le terrain ? Quand on entend certaines de ses déclarations en conférence de presse, qui ne reflètent pas du tout la réalité, on se pose la question. Avec la négociation, le gouvernement a l'occasion d'agir immédiatement pour que les Québécoises et les Québécois aient accès aux services auxquels ils ont droit. Il doit le faire », conclut Jacques Létourneau.